

**Nations unies - Débat sur
l'Afghanistan - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 17 décembre 2018)

Merci Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour son exposé très utile, en particulier sur les efforts de paix et le processus électoral. Je souhaite également remercier le directeur exécutif de l'ONUDC pour son intervention sur la question de la lutte contre les stupéfiants en Afghanistan, un sujet très important pour la France. Je remercie l'ambassadeur Umarov pour sa présentation des dernières activités du Comité de sanctions contre les talibans, un régime de sanctions dont la mise en oeuvre efficace revêt une importance majeure dans le contexte des efforts de paix en cours. Enfin, permettez-moi de remercier particulièrement Mme Ghizaal Haress de nous avoir éclairés sur les élections et sur les enjeux institutionnels actuels, ainsi que sur l'importance cruciale de la participation politique des femmes et des jeunes.

Je formulerai trois observations :

1/- Mon premier point porte sur les élections. La tenue des élections législatives au mois d'octobre a illustré les progrès réalisés ces dernières années. Ces élections, auxquelles les femmes ont largement pris part, ce qui doit être salué, ont montré le désir de paix du peuple afghan qui s'est mobilisé avec courage, malgré les menaces et les attentats. Dans la perspective des élections présidentielles de 2019, la consolidation d'un processus électoral libre, crédible et transparent doit se poursuivre. Les faiblesses identifiées lors des élections législatives doivent être corrigées. La Commission électorale indépendante notamment doit continuer à oeuvrer pour assurer la participation la plus large de la population aux élections et pour créer les conditions d'un scrutin juste, libre et transparent. Car en effet, la confiance dans des institutions crédibles et des représentants légitimes est un gage de la paix.

La France est très attachée à ce que l'Union européenne continue d'accompagner ces efforts, de même que les Nations Unies et l'OTAN, pour aider les forces afghanes à prévenir et à combattre le terrorisme et toutes les violences, dont l'objectif est d'empêcher le peuple afghan d'exprimer sa libre volonté souveraine.

2/- Monsieur le Président, mon deuxième point concerne les efforts de paix. La gravité de la situation sécuritaire et le coût humain du conflit doivent inciter à redoubler d'efforts pour parvenir à une paix durable en Afghanistan. Le processus de paix doit être inclusif, conduit par les Afghans et pour les Afghans, et doit se concrétiser par une paix négociée avec les talibans,

en vue d'une stabilité durable. Cela exige d'exprimer de part et d'autre les conditions acceptables et nécessaires d'un exercice intégré du pouvoir, dans le cadre institutionnel prévu par la Constitution. Des avancées ont été enregistrées, notamment grâce à l'initiative du président Ghani, qui a récemment proposé une feuille de route. Ces gestes méritent d'être salués et la France réitère son appel aux talibans afin qu'ils répondent à l'offre de paix mise sur la table. Il est important également que les femmes et les jeunes puissent participer de manière directe et significative. Il est enfin indispensable que l'ensemble des Etats de la région soutiennent sans ambiguïté le processus et que les efforts de la communauté internationale soient à la fois concertés et convergents, non concurrents.

Monsieur le Président,

3/- Mon troisième point concerne la lutte contre les stupéfiants. La baisse enregistrée cette année n'est que conjoncturelle : nous restons préoccupés par les niveaux élevés de production et de culture de pavot en Afghanistan. La persistance du trafic de drogues alimente l'insurrection talibane et les groupes terroristes comme la wilaya Khorassan de Daech. C'est aussi un problème de santé publique. La culture et le trafic de drogues dans le pays mettent en danger la vie de milliers d'Afghans.

Nous avons conscience de l'ampleur de la tâche et de la nécessité d'une approche collective, dans le cadre du principe de responsabilité partagée. Nous comptons sur le gouvernement afghan pour poursuivre les efforts importants qui sont nécessaires pour endiguer la production et le trafic de drogues, avec le soutien de l'ONUDC et de la communauté internationale, notamment au sein du Pacte de Paris.

La situation appelle une réponse et des réformes ambitieuses en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption et la criminalité organisée.

Permettez-moi, pour conclure, de remercier la délégation des Pays-Bas pour ses efforts remarquables et sa vision pertinente et structurée sur le dossier afghan au cours de l'année écoulée, et de réaffirmer également le plein soutien de la France à l'Afghanistan dans cette période charnière ainsi qu'à l'action menée par la MANUA en appui des autorités afghanes. Je souhaite enfin réitérer l'importance que la France attache à l'unité de la communauté internationale en appui de l'Afghanistan. Nous devons, plus que jamais, rester unis pour soutenir la trajectoire de l'Afghanistan vers la paix, la stabilité, la démocratie et le développement économique et social. C'est ce message d'unité que nous avons réaffirmé, avec la communauté internationale, à l'occasion de la conférence de Genève le 28 novembre dernier, et dont nous devons désormais être à la hauteur.

Je vous remercie./.